

**LA SIDERURGIE DU SUD-LUXEMBOURG BELGE
(1872-1914)
PRODUCTION, MOUVEMENT DU PROFIT, STRUCTURE
FINANCIERE DES FIRMES**

par

Jean-Marie YANTE

Docteur en philosophie et lettres

Licencié et maître en sciences économiques

Dans un Luxembourg de vieille tradition de travail du fer, les usines d'Athus, Halanzy et Musson constituent à la fin du XIXe siècle, aux confins de la France et du Grand-Duché de Luxembourg, le dernier en date des bassins sidérurgiques belges (1). Intégrées au "triangle sidérurgique" du Nord de l'Europe (Lorraine, Luxembourg, Sarre) mais périphériques du point de vue national, elles n'ont pas survécu aux fusions et rationalisations multiples du XXe siècle : extinction des hauts fourneaux de Halanzy en 1939, de Musson en 1967, fermeture du siège belge de la Minière et Métallurgique de Rodange-Athus en 1977. A l'histoire de cette sidérurgie, la présente contribution apporte quelques éléments pour les décennies précédant le premier conflit mondial : évolution quantitative de la production, nature des fabricats, dynamique de l'accumulation par le biais notamment de la reconstitution comptable des masses et taux de profit et de l'analyse de la structure financière des firmes.

(1) Tableau des ressources métallifères du Sud-Luxembourg : A. DELMER, "La question du minerai de fer en Belgique", *Annales des mines de Belgique*, t. XVIII, 1913, pp. 330-336 et 375. - Approche géographique de la région sidérurgique luxembourgeoise : P.L. MICHOTTE, "Localisation de la grosse sidérurgie belgo-luxembourgeoise, avant et après 1830", *Bulletin de la Société belge d'études géographiques*, t. II, 1932, pp. 67-70.

1. LA PRODUCTION SIDERURGIQUE SUD-LUXEMBOURGEOISE

Quand en 1872 les barons Fernand et Hyppolyte d'Huart, maîtres de forges à Longwy, fondent la Société Anonyme des Hauts Fourneaux d'Athus (2), la sidérurgie belge termine une longue période de croissance exceptionnelle (3). De 1849 à 1873, la production nationale de fonte a progressé au rythme annuel de 5,9%. Ce quart de siècle a été marqué par le rôle accru du facteur capital et de la technique, par l'augmentation de la dimension et du rendement des appareils, par des gains de productivité ouvrière, enfin par l'introduction aux usines Cockerill à Seraing, en 1864, d'un convertisseur Bessemer ouvrant pour le pays l'âge de l'acier. Conséquence de cet essor, la Belgique est devenue en 1863 importatrice nette de minerai, en provenance principale du Grand-Duché de Luxembourg. Les frais de transport grèvent lourdement les coûts des sidérurgistes. Vers 1870, la Compagnie du Grand-Luxembourg se montre impuissante à assurer le trafic entre les gisements miniers du Luxembourg et les bassins de Liège et de Charleroi. Elle refuse de construire une double voie et d'augmenter son matériel roulant. Les industriels carolorégiens réclament alors la construction d'une ligne d'Athus à Givet,

(2) On ne dispose que d'une brève esquisse historique de cet établissement : M. SCHUERMANS et J. PURAYE, "L'usine d'Athus à travers quatre siècles d'histoire industrielle", *Cockerill-Ougrée. Journal d'entreprise pour le personnel*, no. 126, septembre 1961, pp. 2-6. - On trouvera des éléments biographiques et généalogiques sur les fondateurs dans J. MERSCH, "Les barons d'Huart", *Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, fasc. XVII, Luxembourg, 1969, pp. 278-286 (rameau de Longwy). - Quelques pages sont consacrées à l'industrie du fer à Athus aux XVIIe et XVIIIe siècles dans M. MULLER, *Histoire d'Athus (1096-1878)*, Aubange, (1974), pp. 49-55, 63-65 et 74-75.

En 1872 également, est créée à Rodange, de l'autre côté de la frontière belgo-luxembourgeoise, la Société Anonyme des Hauts Fourneaux de Rodange. L'usine, construite en 1873 et 1874, ne commencera toutefois à produire qu'en 1878 (P. SPANG, *Un siècle de hauts fourneaux à Rodange. 1872-1972*, Luxembourg, 1972).

(3) Sur l'évolution de la sidérurgie belge de 1850 au premier conflit mondial, on consultera C. REUSS, E. KOUTNY et L. TYCHON, *Le progrès économique en sidérurgie. Belgique, Luxembourg, Pays-Bas. 1830-1955*, Louvain et Paris, 1960, pp. 55-94. Voir aussi A. WIBAIL, "L'évolution économique de la sidérurgie belge de 1830 à 1913", *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques*, 5e année, no. 1, Louvain, 1933, pp. 31-61; J. JUSSIANT, "La sidérurgie belge : l'équilibre aux différents stades de la production et le commerce extérieur des produits métallurgiques de 1897 à 1933", *même revue*, 5e année, no. 3, Louvain, 1934, pp. 391-419; J.-M. YANTE, *La sidérurgie belge face à la concurrence internationale (1870-1914). Remarques préliminaires*, Louvain-la-Neuve, 1980 (Institut des Sciences Economiques. Working paper série CREHIDES, no. 8005).

se prolongeant vers Charleroi (4). Telle est la conjoncture économique dans laquelle une dynastie franco-belgo-luxembourgeoise de "barons du fer" jette les bases de la sidérurgie sud-luxembourgeoise.

La prospérité consécutive à la guerre franco-allemande de 1870 est de courte durée et, quand les deux hauts fourneaux d'Athus sont mis à feu respectivement en juillet 1874 et février 1875, le secteur traverse pour la première fois une longue période de dépression dans un "cadre vraiment industriel". En sept ans, la production de fonte baisse de près de 30%; en 1886, ce produit a perdu deux cinquièmes de sa valeur de 1870; le degré d'utilisation du parc national de hauts fourneaux atteint 52%; du point de vue social, les années 1884-1886 comptent parmi les plus mauvaises que le pays ait connues.

En 1880, un an après l'adoption par l'usine d'Angleur du procédé Thomas, mieux adapté que le Bessemer aux conditions de travail de la sidérurgie belge, et six ans avant la construction de l'aciérie luxembourgeoise de Dudelange, le conseil d'administration d'Athus décide une augmentation de capital destinée à l'installation d'une aciérie Thomas. Les gestionnaires de l'entreprise, désormais Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Aciéries d'Athus, ne croient pas devoir souscrire à de nouveaux investissements pour compléter l'installation par un train de laminoirs. Comme telle, l'aciérie n'est pas viable et ne fonctionne qu'en 1884.

Grosso modo contemporaine de cette réalisation, la Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Mines de Halanzy est constituée le 27 février 1881, avec apport d'une concession minière de 117 hectares pour une durée de 40 ans (5). Deux ans plus tard, la Banque de Belgique et la Société des Forges d'Acoz, présidée par Gustave Boël, construisent le premier haut fourneau de Musson, entreprise qui adoptera à son tour en 1885 le statut de société anonyme (6).

Ces investissements réalisés en pleine crise sidérurgique et à une époque d'incessantes revendications de tarifs ferroviaires préféren-

(4) G. KURGAN-VAN HENTENRYK, "Une étape mouvementée de la réorganisation des chemins de fer belges : le rachat du Grand-Luxembourg par l'État (1872-1873)", *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. L, 1972, pp. 396-397; ID., *Rail, finance et politique : les entreprises Philippart (1865-1890)*, Bruxelles, 1982, pp. 164-165 (Université libre de Bruxelles. Faculté de Philosophie et Lettres, t. LXXXIV).

(5) *Moniteur belge. Annexes. Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés*, 20 février 1881, no. 244, pp. 146-150.

(6) Constitution le 10 février 1885 de la Société Anonyme des Hauts Fourneaux, Fonderies et Mines de Musson (*Moniteur belge. Annexes. Recueil spécial...*, 8 mars 1885, no. 312, pp. 198-205).

tiels pour le minerai, révèlent les espoirs attachés par des industriels à des établissements plus ou moins proches des lieux d'approvisionnement en minette.

Au niveau national, le secteur reste jusqu'aux environs de 1893 sous l'emprise du mouvement long de baisse puis connaît une nouvelle impulsion jusqu'au premier conflit mondial (taux de croissance annuel moyen de 5,3% entre 1892 et 1913). En 1893, le brevet Thomas tombe dans le domaine public et, de 273.000 tonnes à cette date, les aciers bruts passent à un million dix ans plus tard et à deux millions et demi au terme de la période étudiée. Cette production ne prend pas racine dans le Sud-Luxembourg avant le premier conflit mondial. Toutefois la fusion en 1911 des sociétés d'Athus et de Grivegnée (7), la première productrice de fonte, la seconde spécialement outillée pour la transformation, amène à Athus la modernisation complète des deux hauts fourneaux existants, la construction d'un troisième, le démantèlement de l'ancienne aciérie et son remplacement par une nouvelle. Ce vaste programme n'est achevé qu'à la fin de 1913. La guerre arrête tout travail.

La production luxembourgeoise de fonte atteint 100.000 tonnes en 1885 (graphique I) (8). Après la mise à feu huit ans plus tard d'un second haut fourneau à Musson, portant à cinq leur nombre dans le bassin, elle plafonne pendant une vingtaine d'années autour de 170.000 tonnes (maximum absolu de 189.000 tonnes en 1904). Les trois usines occupent ensemble 533 ouvriers en 1896 et 570 en 1910 (9). Rapportée aux chiffres nationaux, la part de la production

(7) Des projets antérieurs de fusion avaient avorté : avec Monceau-Saint-Fiacre en 1900, avec les Laminoirs de l'Alliance en 1904 (*Moniteur des intérêts matériels*, 18 février 1900, p. 437; 4 et 12 décembre 1904, pp. 3750 et 3802). En 1905, s'était opérée la fusion de Rodange et d'Ougrée-Marihaye (P. SPANG, *op.cit.*, pp. 82-90).

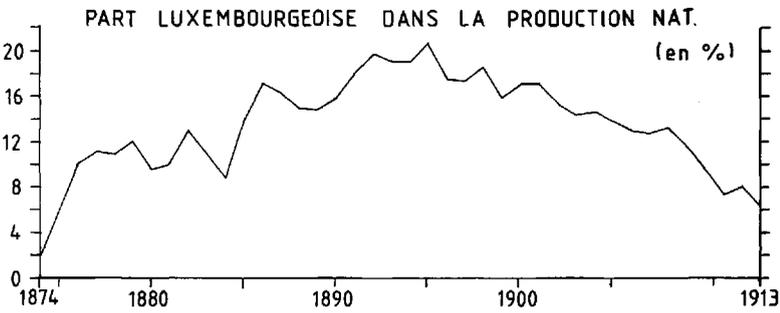
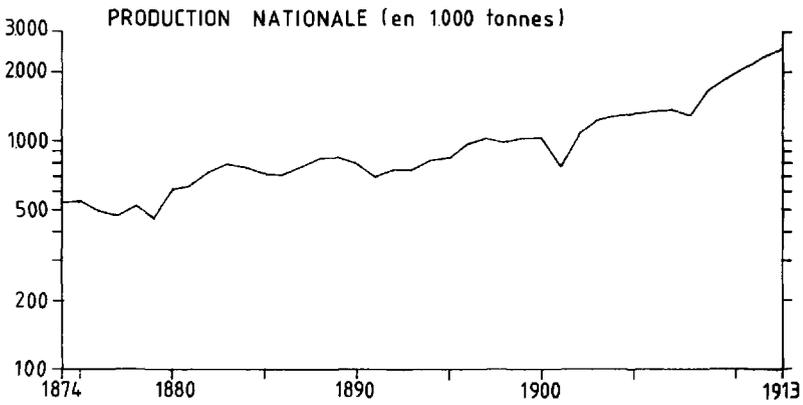
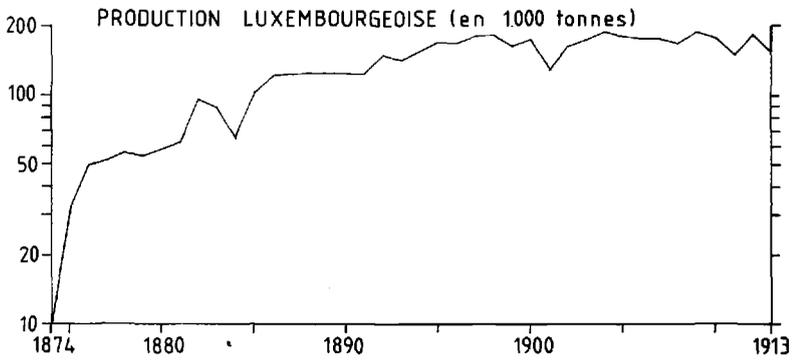
(8) Chiffres nationaux et provinciaux de production de fonte au coke : C. REUSS, E. KOUTNY et L. TYCHON, *op.cit.*, pp. 362-363 et 365-366.

(9) Effectifs ouvriers de la sidérurgie sud-luxembourgeoise :

	en 1896	en 1910
Athus	243	300
Halanzky	127	110
Musson	163	160
TOTAL	533	570
Effectifs ouvriers des mines de fer :		
	en 1896	en 1910
Halanzky	46	110
Musson	32	-
TOTAL	78	110

(*Recensement général des industries et des métiers (31 octobre 1896)*, t. II, Bruxelles, 1900, VIII, pp. 2 et 5; *Recensement de l'industrie et du commerce (31 décembre 1910)*, t. V, Bruxelles, 1919, pp. 9-10 et 31).

graphique I
PRODUCTION DE FONTE



luxembourgeoise ne cesse de se dégrader à partir de 1895. De 20,7% à cette date, elle tombe à 17,1% en 1900, 13,8% en 1905 et seulement 6,3% en 1913. En cause de nouveaux investissements dans les bassins liégeois et hennuyer et un vieillissement relatif de l'outil de production luxembourgeois.

La nature des fabricats évolue (graphique II) (10). La fonte de moulage progresse tendanciellement au détriment de celle d'affinage de 1875 (34,4%) à 1902 (64,8%). En chiffres relatifs du moins, elle perd ensuite du terrain : 40,9% en 1911. La fonte d'affinage qui intervient pour 82,1% en 1878 (record absolu) et encore 47,1% en 1903, disparaît quasi complètement en fin de période (3,4% en 1910; 7,4% en 1911). Signe des temps, la part de la fonte pour acier ne cesse de s'affirmer : présente une première fois pour 24,3% en 1904, elle constitue plus de la moitié de la production sept ans plus tard (51,7%).

2. LE MOUVEMENT DU PROFIT

Les travaux de J. Bouvier, F. Furet et M. Gillet, menés pour de grands secteurs de l'économie française au XIXe siècle, ont frayé la voie à l'étude du profit, source de l'investissement et de l'accumulation capitaliste (11). Préalable à tout essai d'analyse et d'interprétation, la reconstitution de la masse et du taux de profit se heurte à un double problème documentaire et méthodologique (12).

(10) Production luxembourgeoise de fonte d'affinage et de fonte pour acier : C. REUSS, E. KOUTNY et L. TYCHON, *op.cit.*, pp. 367-368.

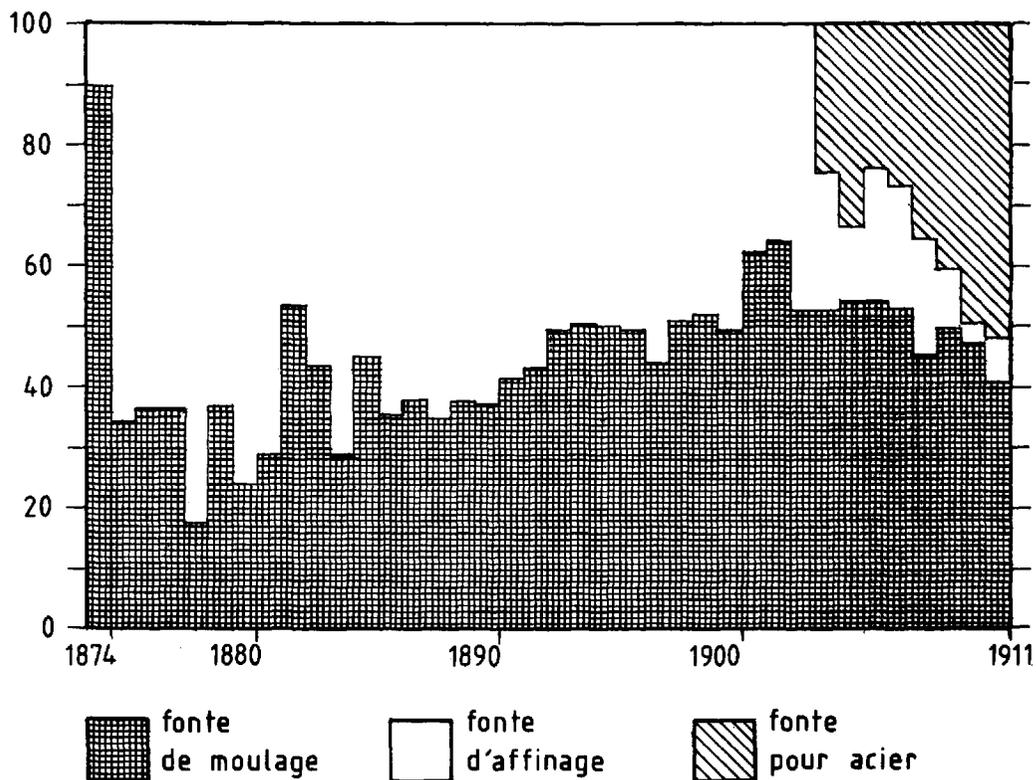
(11) J. BOUVIER, F. FURET et M. GILLET, *Le mouvement du profit en France au XIXe siècle. Matériaux et études*, Paris et La Haye, 1965 (Ecole Pratique des Hautes Etudes. VIe section. Sciences économiques et sociales. Industrie et artisanat, t. I).

Dans cette perspective ont été étudiés deux grands secteurs industriels belges à la fin du XIXe siècle et au début du XXe : J.-M. WAUTELET, *Dynamique de l'accumulation dans les charbonnages belges (1886-1914). Une approche par les bilans*, Louvain, 1976 (Institut des Sciences Economiques. Working paper série CREHIDES, H 7605) et J.-M. YANTE, *Profit et accumulation dans la sidérurgie belge de 1880 à 1914*, Louvain-la-Neuve, 1977, pp. 11-16 (même collection, H 7702).

Sur les différentes approches possibles du profit et leur apport à une étude de la dynamique de l'accumulation, voir J.-M. WAUTELET, *Division économique du travail et reproduction élargie du capital. Belgique. 1873-1913. Problèmes généraux et remarques méthodologiques*, Louvain, 1976, pp. 20-44 (même collection, H 7604).

(12) Ces problèmes sont posés et discutés dans la première partie de l'ouvrage de J. BOUVIER, F. FURET et M. GILLET (*op.cit.*, pp. 13-21).

graphique II
 PRODUITS SIDÉRURGIQUES LUXEMBOURGEOIS
 (% de la production totale)



Tout autant pour l'historien que pour l'homme d'affaires contemporain, une reconstitution exacte du profit est impossible. Certains postes comptables, tels les stocks, les amortissements et les créances douteuses, ne peuvent être qu'évalués et non mesurés. Pour une même société, la présentation du bilan et du compte de pertes et profits, généralement les seuls documents conservés ou consultables, peut varier au fil des exercices. A quoi s'ajoutent le code comptable et les pratiques propres à chaque firme. Silences, omissions, postes portés "pour mémoire", imprécision et ambiguïté des termes rendent malaisée la tâche de l'analyste (13).

La notion même du profit doit être précisée. On retient ici le "profit déclaré", qui comprend les dividendes, les tantièmes et autres allocations attribuées aux administrateurs et commissaires, les mises en réserve et les provisions (14), enfin le report. Dans son volume réduit, le "profit déclaré" se prête assez bien aux comparaisons entre sociétés d'un même secteur. Comme tel, il a été préféré au "profit brut" obtenu en ajoutant au "profit déclaré" le montant des amortissements sur immobilisé (15).

(13) Pour l'étude du profit et de la structure financière des firmes sidérurgiques sud-luxembourgeoises, on a utilisé les bilans et les comptes de pertes et profits publiés dans le *Recueil spécial des actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents relatifs aux sociétés*, annexé au *Moniteur belge*. Des limites chronologiques de l'enquête en découlent. Le premier volume de cette collection date de 1873. La publication des comptes des sociétés anonymes est alors exigée, mais la loi n'est applicable qu'aux sociétés nouvelles fondées sous son régime. C'est en 1886 seulement que l'insertion des documents sociaux est rendue obligatoire pour toutes les sociétés (F. BAUDHUIN, *Le capital de la Belgique et le rendement de son industrie avant la guerre*, Louvain, 1924, pp. 80-81).

La série des bilans et des comptes de pertes et profits ainsi disponibles est complète pour les sociétés de Halanzy et de Musson. Pour Athus par contre, elle ne débute qu'avec les résultats de l'exercice 1880-1881 et se clôt naturellement en 1911 lors de la fusion avec Grivegnée.

(14) Il n'est pas toujours facile de distinguer provisions à long terme assimilables comme telles aux réserves et provisions à court terme qui sont en fait des dettes à court terme.

(15) A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, les amortissements ne présentent pas un caractère annuel, leur montant est fonction du profit réalisé, certains documents comptables les présentent comme une affectation du bénéfice. En période de prospérité, les industriels les accélèrent et amortissent "sur prix de revient", l'année de leur réalisation, une part importante voire la totalité des investissements. On hésiterait à suivre des historiens français qui, pour dégager le "profit originel", incluent aussi le montant des investissements, sans en connaître nécessairement les modalités de financement.

Pour obtenir le taux de profit, on rapportera cette masse au capital engagé, c'est-à-dire le capital social augmenté des réserves et provisions.

En chiffres absolus, le profit net des usines sidérurgiques sud-luxembourgeoises est orienté à la hausse des années 1880 à 1913 (graphique III). La courbe d'Athus, caractérisée par de fortes oscillations, culmine à près d'un million à la veille du conflit mondial. La société de Halanzy connaît des débuts difficiles : trois exercices clôturés par des pertes et trois autres au solde nul au cours des huit premières années. Le profit n'entame sa croissance qu'aux environs de 1890 et termine avec un chiffre inférieur d'un cinquième à celui de 1907. Pendant deux décennies, exception faite des années 1894 et 1895, celui de Musson se confine entre 100.000 et 200.000 francs. En fin de période, il dépasse deux fois la barre des 400.000 et, en 1913, celle des 600.000. Chaque société a sa chronologie propre, aussi dans le court terme les trois courbes accusent-elles peu de tendances communes. Par ailleurs, des trois grands mouvements de hausse affectant l'ensemble du secteur, respectivement au tournant du siècle, en 1907 et dans la surchauffe de l'immédiate avant-guerre (16), seuls les deux derniers se perçoivent dans le Luxembourg avec quelque intensité.

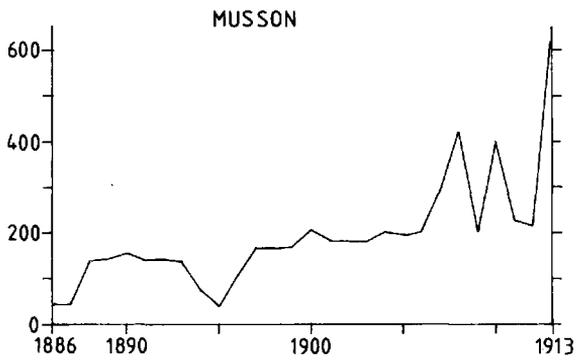
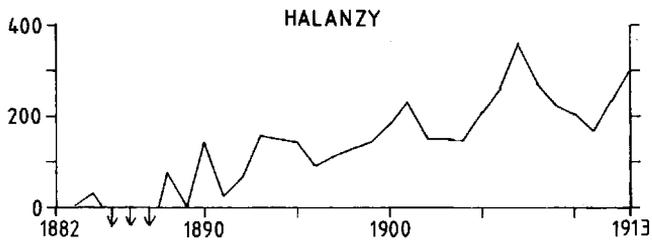
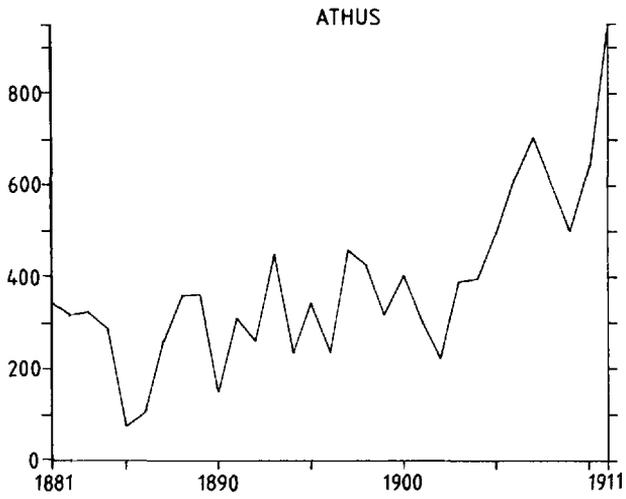
Pour chacune des trois sociétés, les courbes de la masse et du taux de profit (graphique IV) accusent une parfaite synchronie des points d'inflexion. A Halanzy et à Musson, elles épousent les mêmes fluctuations, dans le même sens et quasi à la même vitesse. A Athus par contre, la croissance du taux reste inférieure à celle de la masse : gains respectifs de 45,5% et de 82,3% entre les années 1895-1900 et 1906-1911. Ces constatations sont à rapprocher de celles de J. Bouvier pour les grandes firmes sidérurgiques françaises du XIXe siècle : "les variations du capital, écrit-il, ont peu influencé les mouvements des taux de profit, parce que les masses des profits ont en général suivi, sinon dans l'immédiat, du moins très rapidement, le mouvement du capital augmenté" (17).

Les actionnaires de Musson sont les plus heureux : à partir de 1897, le taux de profit n'est jamais inférieur à 10% ; à deux reprises, il franchit la barre des 20% ; il culmine à 36% en 1913. Ailleurs le seuil des 10% n'est guère dépassé que dans la dernière décennie.

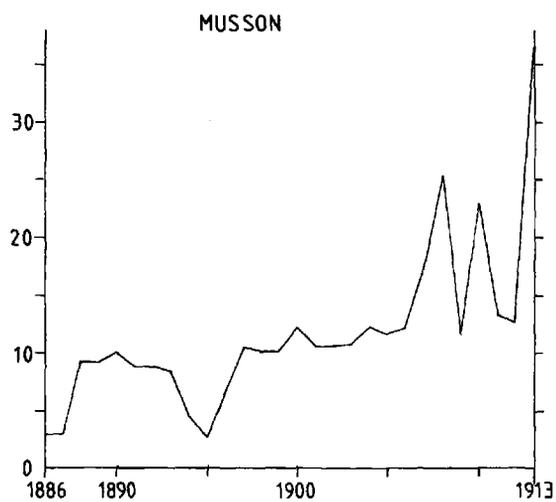
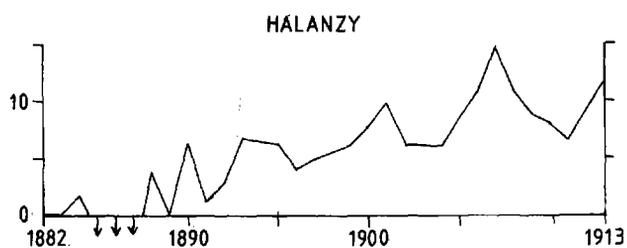
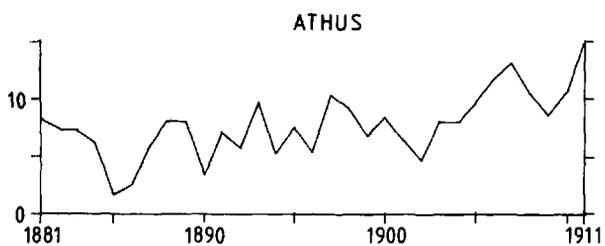
(16) J.-M. YANTE, *Profit et accumulation...*, p. 19, graphique IV.

(17) J. BOUVIER, F. FURET et M. GILLET, *op.cit.*, p. 186.

graphique III
PROFIT DÉCLARÉ (en 1.000 F.)



graphique IV
TAUX DE PROFIT (en%)



3. LA STRUCTURE FINANCIERE DES FIRMES

Analyser la structure financière d'une entreprise, c'est voir comment est faite à l'actif la couverture des éléments du passif, autrement dit s'enquérir si les fonds propres et les emprunts ont reçu ou non des affectations correspondant au temps pendant lequel ces capitaux sont à la disposition de l'entreprise, c'est déceler aussi l'existence et le sens d'éventuelles évolutions. Parmi les techniques de gestion, on retient pour cet examen la méthode des ratios, c'est-à-dire le calcul de rapports entre données caractéristiques de la situation, du potentiel, de l'activité ou du rendement de l'affaire (18).

Un ratio de financement ($\frac{\text{capitaux propres}}{\text{immobilisations}}$) indique le taux de couverture des emplois fixes par des capitaux propres. S'il est égal au supérieur à 1, la totalité de l'actif immobilisé est financée par la société elle-même.

Pour apprécier la capacité d'endettement de celle-ci, on rapporte les capitaux propres aux capitaux permanents (ratio de situation : $\frac{\text{capitaux propres}}{\text{capitaux permanents}}$). Lorsque le quotient est inférieur à 0,5, la capacité d'emprunt est saturée.

Enfin le ratio de liquidité ou current ratio ($\frac{\text{actif circulant (stocks} + \text{débiteurs divers)}}{\text{dettes à court terme (crédeurs divers)}}$) exprime l'importance des biens auxquels l'entreprise peut faire appel pour payer ses dettes à court terme. S'il est supérieur à 1, le fonds de roulement est positif. S'il descend en dessous de l'unité, on considère généralement que la capacité de solvabilité de l'entreprise est insuffisante (19).

Le calcul de ces trois ratios révèle une situation financière relativement confortable pour les sociétés sidérurgiques sud-luxembour-

(18) Sur la question des ratios, on consultera notamment R. LAVAUD et J. ALBAUT, *Ratios et gestion de l'entreprise*, Paris, 1976 et R. PLANTIER, "Ratios", *Analyse financière*, no. 8, 1972, 1er trimestre, pp. 10-20.

(19) L'analyse de l'actif circulant et des dettes à court terme doit précéder toute conclusion. Ce ratio a par ailleurs l'inconvénient de n'exprimer que l'équilibre calculé à un moment donné, or il peut varier dans de fortes proportions au cours d'un même exercice, moins assurément dans des entreprises du type étudié ici que dans celles à activité saisonnière.

geois au cours du tiers de siècle précédant le premier conflit mondial, plus particulièrement au cours de la dernière décennie (graphiques V à VII).

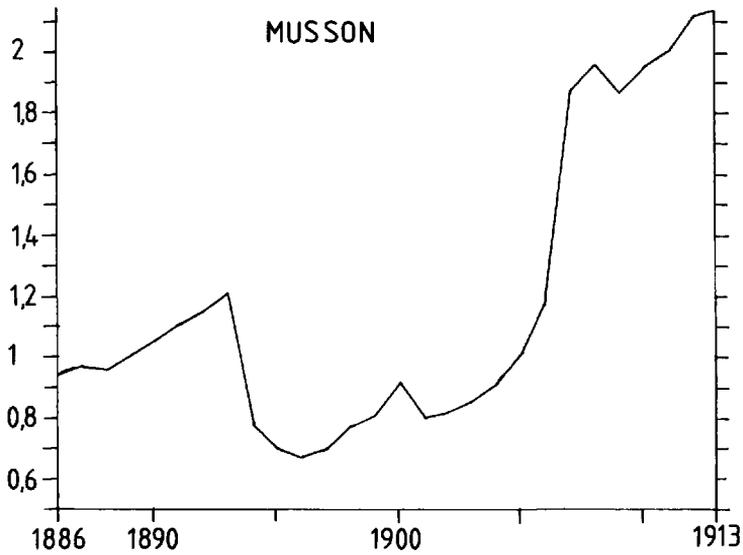
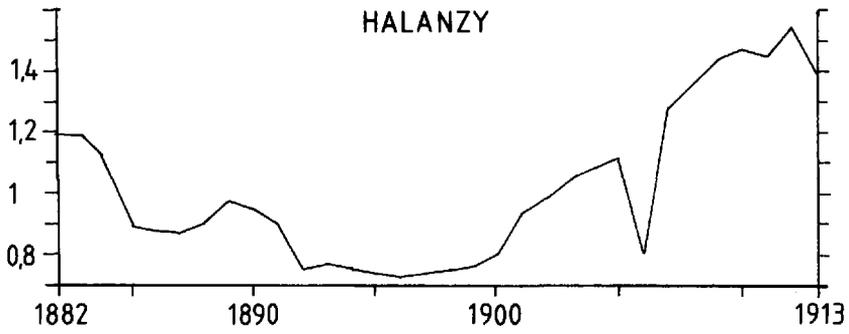
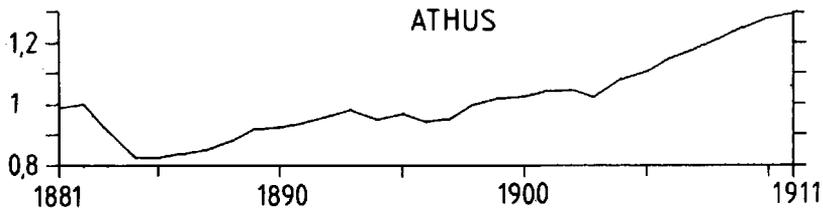
A Athus, la part des immobilisations couverte par les capitaux propres ne cesse de croître à partir de 1885 (83,4%). La barre des 100% est atteinte en 1898. Treize ans plus tard, les capitaux propres excèdent de 29,3% la valeur comptabilisée des immobilisations. Dès 1902, obligations et dettes à long terme disparaissent du passif des bilans. Avec un fond de roulement constamment positif — current ratio culminant à 6,55 en 1913 —, la solvabilité à court terme de l'entreprise est très largement assurée. Cet apparent excès de liquidités est dû à l'inclusion du portefeuille-titres dans le poste "crédeurs divers".

A Halanzy, ce n'est qu'au début du XXe siècle, suite à une réduction comptable de la valeur de l'immobilisé, que celui-ci apparaît comme totalement financé par les capitaux propres (ratio de financement de 1,05 en 1903; maximum de 1,56 en 1912). La société qui recourt à l'emprunt obligataire en 1890 (500.000 francs) et en 1894 (1 million), procède à des remboursements réguliers jusqu'à apurement de sa dette en 1910. Du point de vue de l'équilibre financier à court terme, ses gestionnaires connaissent quelques difficultés de 1885 à 1889 ainsi qu'en 1892 et 1893 (ratio de liquidité inférieur à 1).

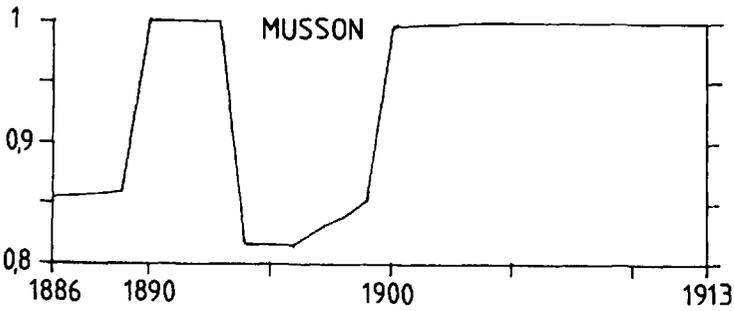
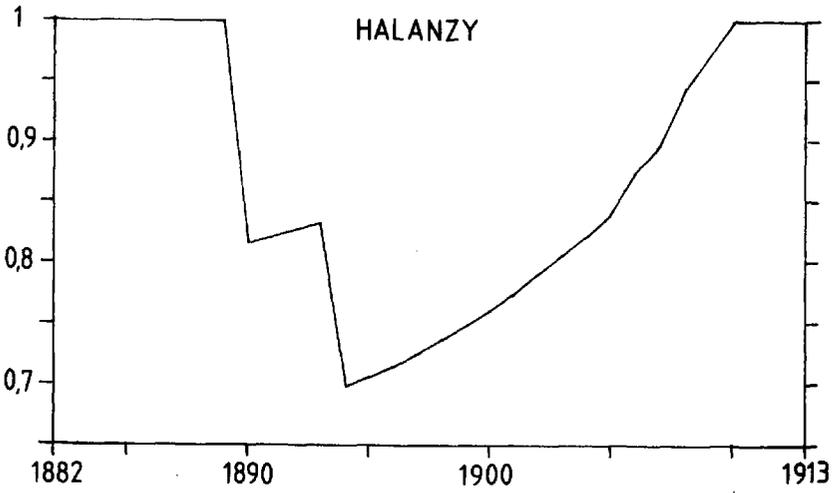
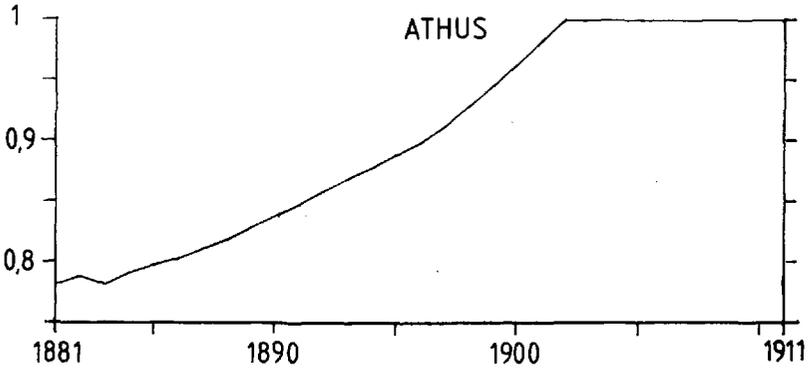
Le ratio de financement de Musson atteint l'unité en 1905 et culmine à 2,15 en 1913. Tout comme à Halanzy, c'est un réajustement comptable de la valeur de l'immobilisé (1,415 million en 1906; 0,884 million en 1907) qui est à l'origine de cette évolution. Dans les capitaux permanents de l'entreprise, les fonds de tiers ne dépassent jamais 20% au XIXe siècle et disparaissent au XXe. La gestion journalière pose quelques problèmes de 1894 à 1897 et de 1901 à 1903 (ratio de liquidité inférieur à 1).

Ces résultats sont à rapprocher de ceux obtenus pour l'ensemble des entreprises sidérurgiques belges entre 1888 et 1913. Jusqu'aux toutes dernières années du XIXe siècle, les sociétés les plus importantes ont un ratio moyen de financement de 0,9; par la suite, le rapport est supérieur à 1. Les petites firmes, groupe auquel appartiennent les trois sociétés luxembourgeoises, maintiennent constamment la barre au-dessus de l'unité. Dans les deux groupes, s'observe un recours réduit à l'emprunt obligataire ou à long terme, encore qu'à la veille de la guerre, les petites sociétés utilisent plus largement ce mode de financement (ratio de situation : 0,66 en 1910-1911). Enfin le ratio de liquidité (1,78 pour les grosses entreprises et 3,24 pour les petites), particulièrement élevé, offre partout une sécurité à

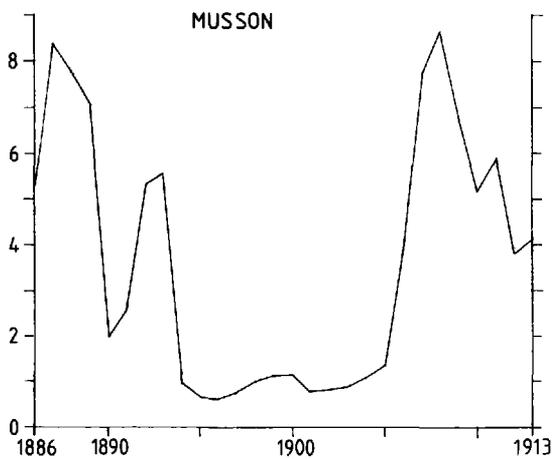
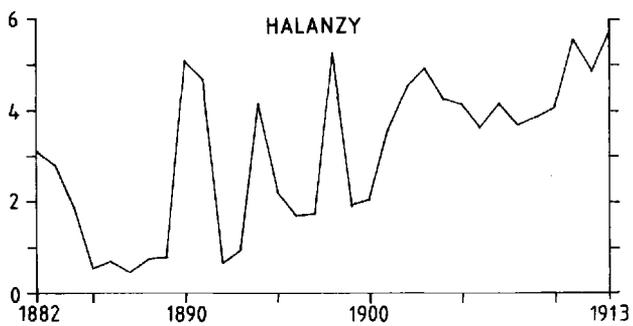
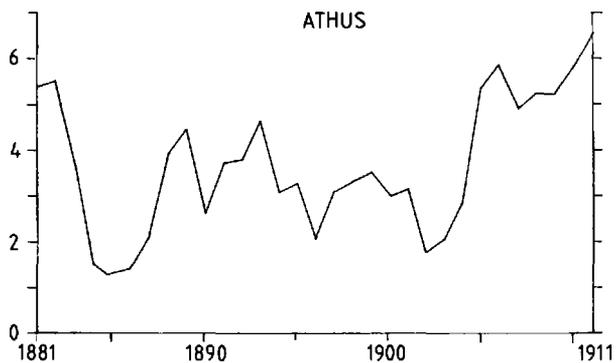
graphique V
RATIO DE FINANCEMENT



graphique VI
RATIO DE SITUATION



graphique VII
RATIO DE LIQUIDITÉ



l'activité journalière (20).

La croissance du capital productif — c'est-à-dire le total de l'immobilisé, des stocks et des débiteurs divers — livre une mesure de l'accumulation. C'est à Halanzy que les gains sont les plus substantiels : 85% entre 1881-1882 et 1912-1913. A Musson, ils sont de l'ordre de 53,8% entre 1885-1886 et 1912-1913. L'augmentation est de 42,3% à Athus entre 1880-1881, premier exercice pour lequel le bilan est disponible, et 1910-1911, veille de la fusion avec Grivegnée.

Les sources de l'accumulation peuvent être diverses : augmentation du capital social, capitalisation interne, recours à des fonds de tiers (obligations et dettes à long terme, accroissement du poste "crédeurs divers"). La transformation, en 1880, de la S.A. des Hauts Fourneaux d'Athus en la S.A. des Hauts Fourneaux et Aciéries d'Athus s'accompagne d'une augmentation d'un million du capital social. Quant à celui de Halanzy, il passe de 1,5 à 2 millions en 1882 et à 2,2 millions en 1889. En 1911, la capitalisation interne (réserves et provisions) atteint à Athus 57,4% du capital social. Elle est plus limitée dans les deux autres entreprises : 16% à Halanzy et 14,2% à Musson en 1913. On a déjà évoqué le recours des trois firmes à l'emprunt obligataire et l'apurement relativement rapide de ces créances.

La documentation présentement mise en oeuvre et les rares travaux existants ne permettent pas de déterminer toutes les liaisons des trois sociétés sud-luxembourgeoises avec d'autres entreprises sidérurgiques, avec des firmes situées en amont ou en aval, ainsi qu'avec le secteur bancaire. Les indications glanées dans les documents sociaux, souvent laconiques, sont heureusement complétées par l'examen de la composition des conseils d'administration. La présence de mêmes personnes, de parents ou d'alliés dans les organes de gestion de deux ou plusieurs sociétés crée, comme l'a montré B. Gille, des liens entre celles-ci (21). Grâce aux *Recueils financiers*, ils ont été repérés pour l'année 1900 (22).

Les trois sociétés sud-luxembourgeoises sont intéressées dans des minières du Grand-Duché de Luxembourg et/ou de la Lorraine et

(20) J.-M. YANTE, *Aspects économiques de l'accumulation dans la sidérurgie belge de 1880 à 1914*, mémoire de licence en sciences économiques, Louvain, 1976, pp. 102-104.

(21) B. GILLE, "Les plus grandes sociétés métallurgiques en 1881", *Revue d'histoire de la sidérurgie*, t. VI, 1965, p. 255-272; article reproduit dans ID., *La sidérurgie française au XIXe siècle*, Genève, 1968, pp. 281-297 (spécialement p. 288).

(22) Sur la concentration dans la sidérurgie belge et ses modalités, voir J.-M. YANTE, *Profit et accumulation...*, pp. 27-37.

participent en 1900 à la constitution de l'Association métallurgique pour la fabrication du coke à Willebroek près d'Anvers.

Les barons d'Huart, créateurs d'Athus, sont partie prenante dans la sidérurgie du bassin de Longwy. Les Forges d'Acoz interviennent en 1883 dans la construction de l'usine de Musson. Par le biais de gestionnaires communs (administrateurs ou commissaires aux comptes), celle-ci est liée en 1900 à Monceau-Saint-Fiacre (2 mandats communs) et à la Fabrique de Fer de Charleroi, et c'est Gustave Boël, de La Louvière, qui assume la vice-présidence de la société. Faut-il rappeler la fusion en 1911 d'Athus et de Grivegnée associant le principal établissement sud-luxembourgeois et une entreprise liégeoise ? Dans le contexte de la participation belge au "triangle de l'acier" du Nord de l'Europe, Musson est encore liée à Aumetz-La-Paix en Lorraine. Quant à la Société de Halanzy, dans le sillage notamment de Cockerill, Angleur et Espérance-Longdoz, elle prête son concours technique à la création d'une entreprise sidérurgique en Russie, les Hauts Fourneaux de l'Olkovaïa (23). Comme liaison en aval, on relèvera des actions des Forges de Ciney dans le portefeuille de Halanzy.

La Banque de Belgique, qui joua un grand rôle dans le développement de la sidérurgie au lendemain de l'Indépendance, est avec la Société des Forges d'Acoz à l'origine de Musson. Par le biais des conseils d'administration, cette dernière est liée en 1900 à la Société Générale, au Crédit Foncier, à la Banque de Charleroi et à la Caisse Commerciale de Bruxelles; Halanzy l'est à la Banque auxiliaire de la Bourse. On mentionnera encore les participations, à certaines époques, des banquiers de Lhoneux dans Athus et Halanzy; celles, dans Athus également, des Nagelmackers, de la Banque Berger Frères, d'Arlon, et du banquier Thomas, de Longwy.

* *
*

Les résultats de la présente enquête n'acquerront pleine signification qu'intégrés dans une approche d'ensemble du bassin sud-luxembourgeois. Le dépôt en 1978, aux Archives de l'Etat à Arlon, d'une grande partie des papiers d'Athus ouvre des perspectives de recherche.

L'important déficit en minerai engendré par la croissance excep-

(23) B.S. CHLEPNER, *Le marché financier belge depuis cent ans*, Bruxelles, 1930, p. 82; G. KURGAN-VAN HENTENRYK, "Banques et entreprises", dans *La Wallonie. Le pays et les hommes. Histoire, économies, sociétés*, sous la dir. de H. HASQUIN, t. II, Bruxelles, 1976, pp. 42-43.

tionnelle de la sidérurgie belge dans le troisième quart du XIXe siècle, conjugué à l'inadaptation du réseau ferré et aux coûts élevés du transport, confère à la région d'Athus, proche des minières grand-ducales et lorraines, un atout appréciable. Au fil des années, avec notamment la construction de la ligne de chemin de fer d'Athus à Charleroi et le retournement conjoncturel, cette position perd quelque peu de sa valeur, la production sidérurgique stagne en chiffres absolus à partir de 1893 et chute en chiffres relatifs. Faute d'investissements complémentaires (installation d'un train de laminoirs), l'aciérie d'Athus, la seule du bassin, s'avère non viable. Cette production ne prendra racine qu'après le premier conflit mondial.

En dépit de débuts difficiles pour Halanzy, les trois sociétés voient croître tendanciellement leurs masses et leurs taux de profit. La capitalisation interne est toutefois insuffisante pour couvrir la croissance du capital productif. D'où le recours à des augmentations de capital social et, temporairement du moins, à des emprunts obligataires. Des liaisons financières, on retiendra spécialement celles de Musson avec plusieurs sociétés sidérurgiques hennuyères et des organismes de crédit (*).

**DE IJZER- EN STAALINDUSTRIE VAN BELGISCH ZUID-
LUXEMBURG (1872-1914)
PRODUCTIE, WINSTFLUCTUATIE, FINANCIËLE STRUCTUUR
VAN DE FIRMA'S
door
J.-M. YANTE**

SAMENVATTING

Het laatst-opgerichte Belgisch ijzer-en-staalbekken, dat van Zuid-Luxemburg gelegen nabij de mijnen van het Groothertogdom en van Lorreinen, telt slechts drie productie-eenheden (Athus, Halanzy en Musson). Ondanks de

**THE IRON AND STEEL INDUSTRY IN BELGIAN SOUTHERN
LUXEMBURG (1872-1914)
PRODUCTION, PROFIT-MOVEMENT, FINANCIAL STRUCTURE
OF THE FIRMS**

by
J.-M. YANTE

SUMMARY

The last established of the Belgian iron-and-steel basins, the one of Southern Luxemburg situated near the mines of the Grand Duchy and Lorraine, has but three production-units (Athus, Halanzy and Musson). In spite of the construction of a steel-works at Athus in 1883 steel does not take root there before World War I.

The accumulation-dynamics there is studied through the computable reconstruction of the quantities and the profit-rates, through the analysis of the financial structure and the connections of the three Southern Luxemburg companies with other iron-and-steel enterprises, with firms situated upstream and downstream, and with the banking sector.

Jean-Marie Yante, Rue Seyler 14, 6700 Arlon